

POLITIQUE

Depuis un siècle, l'ouvrier est électeur, mais guère élu

Combat du Parti ouvrier belge (POB), le suffrage universel masculin « pur et simple » a 100 ans. Mais il y a toujours peu d'ouvriers dans les parlements. Voici pourquoi.

MARTINE DUBUISSON

Voici 100 ans, le 10 avril 1919, la Chambre votait, à l'unanimité, le suffrage universel. Enfin universel... : pour les hommes. Il faudra attendre 1948 pour que la loi autorise les femmes à voter. En fait, depuis 1893, le suffrage universel masculin existait déjà, mais il était doublé d'un vote plural : selon que l'on payait des impôts, que l'on avait un diplôme..., on disposait d'une, deux ou trois voix. Au début du XX^e siècle, le Parti ouvrier belge (POB) relance le combat pour le suffrage universel « pur et simple ». Il l'obtient donc en 1919. Désormais, un électeur ouvrier « pèsera » autant qu'un autre.

Par contre, cent ans plus tard, force est

de constater que si le monde ouvrier (comme agricole) peut voter à parts égales, il n'a guère intégré les parlements. Les ouvriers députés sont rares : un ou deux par hémicycle au maximum, alors qu'ils représentent environ un tiers des travailleurs. « Il n'y a jamais eu beaucoup d'ouvriers à la Chambre », confirme le politologue Pascal Delwit (ULB). « Au premier scrutin où le POB a décroché des élus, en 1894, la plupart des 28 députés ne sont pas des ouvriers mais déjà des dirigeants politiques, parfois d'extraction ouvrière. »

Comment expliquer cette faible représentation ? Cinq éléments de réponse.

1

Les filtres

Pascal Delwit pointe d'abord « la dimension aristocratique du vote », en raison « des filtres successifs » qui font qu'il y a plus de diplômés dans les élus que dans la population, plus d'hommes que de femmes, plus de cinquantenaires que de jeunes ». D'autres filtres jouent aussi, comme les liens familiaux (être le fils ou la fille de...). Et, surtout, la professionnalisation de la vie politique pèse aujourd'hui : « Si on n'est pas dans le monde politique préalablement à une candidature, c'est très difficile. Souvent, ce sont des attachés parlementaires, des collaborateurs de cabinet, des élus locaux qui

deviennent candidats. Peu ont une fonction très éloignée de la politique, ou alors ce sont des personnalités médiatiques ou du monde culturel au sens large. »

2

La filière syndicale

Dès lors, si les ouvriers arrivent dans un hémicycle, c'est avant tout par la filière syndicale ou partisane. « Souvent, les candidats ouvriers avaient déjà de grosses occupations au POB. Et parmi les ministres, Achille De Latre avait, par exemple, été mineur, puis délégué syndical. C'est souvent par le biais de la délégation syndicale que les ouvriers arrivent dans le monde politique », explique Pascal Delwit. L'entrée du PTB dans les assemblées ne change guère la donne : « Ses deux élus fédéraux sont universitaires, quasi des professionnels de la politique », relève le politologue. Elise Rousseau, doctorante en sciences politiques (UNamur), co-auteur avec feu Paul Wynants d'une étude sur le profil des parlementaires francophones en 2015, confirme : « Le PTB a donné cinq sièges sur les huit obtenus à des personnes issues du milieu intellectuel. »

3

Peu de formation ou de confiance

En 1919, ajoute Pascal Delwit, « un

nombre appréciable d'ouvriers n'a qu'une connaissance rudimentaire du français ou du néerlandais. Beaucoup ont eu plus ou moins les trois premières années de l'école fondamentale et font énormément de fautes d'orthographe. Ça joue sur le sentiment de compétence et de confiance en soi pour être député. »

Aujourd'hui, un autre sentiment peut avoir une influence. « Jusqu'à la désindustrialisation », explique le politologue, « le monde ouvrier est vu comme porteur d'avenir, de fierté, de modernité. Voyez l'union des mondes étudiant et ouvrier en mai 68. Depuis la fin des années 70, 80, c'est plutôt un monde qui est le perdant de l'innovation, de la nouvelle mondialisation du travail. » Elise Rousseau insiste aussi sur cette « auto-sélection » qui tient les ouvriers éloignés des assemblées : « Outre la motivation, le candidat doit posséder des ressources en termes d'insertion dans des réseaux, du temps à consacrer au métier de parlementaire, de maîtrise de dossiers techniques et d'expérience politique antérieure. »

4

Le choix de la représentation

Pascal Delwit pointe encore ce qu'il appelle « la dynamique de délégation » : « Le monde ouvrier n'aspire pas nécessairement à être lui-même aux manettes, mais il espère des résultats, en termes de droits économiques ou sociaux, via la représentation parlementaire. Les milieux populaires, salariés, ouvriers, paysans, participent beaucoup moins à d'autres mécanismes de participation, il y a une règle d'or rarement démentie : plus le niveau de diplôme est élevé, plus la participation s'observe. Et inversement. »

5

La sélection par les partis

Intervient enfin le choix des partis. Qui, relève Elise Rousseau, « sélectionnent les candidats en évaluant leurs atouts (popularité, expérience politique, compétences, communication, etc.) mais aussi en raison d'équilibres internes. »

Reste qu'une meilleure représentation de la population dans les parlements ne serait pas un luxe. « La vie politique aurait tout à gagner à être plus ancrée dans la diversité des expériences et situations sociales que les citoyens vivent », conclut le Pr Delwit. « Je suis frappé parfois par la faible compréhension des politiques de certains milieux. »

La Une du Peuple, le journal du POB, au lendemain du vote du suffrage universel à la Chambre, c'était il y a 100 ans jour pour jour. © DR

Unanimité sur un renforcement de la place du citoyen

Tous les partis veulent « plus de participation », mais pas tous de la même manière. Ecolo propose un « droit d'initiative citoyenne » qui obligerait, à partir de 25.000 signatures, les parlementaires à voter sur une question. A défaut, elle serait soumise à un référendum, avec une éventuelle contre-proposition. Le référendum a aussi la cote au PTB. Les marxistes prônent « une démocratie directe axée sur la participation » et se basent sur le modèle suisse. Défi est aussi pour le référendum et propose carrément d'écrire une nouvelle Constitution avec les citoyens. Au CDH et au MR, on préfère miser sur le panel citoyen. Pour les centristes, cela consiste en l'organisation d'une consultation citoyenne au début de la législature pour s'accorder sur la manière d'atteindre les grands objectifs. Le panel du MR serait quant à lui composé de citoyens tirés au sort. Ils accompagneraient la réflexion d'élus locaux et des parlementaires. M.BMÉ



Elio Di Rupo « Cent ans après le suffrage universel, il faut redynamiser la démocratie »

MAXIME BIERMÉ

Il y a cent ans, le socialiste Emile Vandervelde, qu'on surnommait « le patron », gagnait le combat pour le suffrage universel masculin (sans vote plural). Un changement historique pour les ouvriers qui n'avaient pas permis de renforcer leur présence effective dans les assemblées. Même du côté du PS, ils sont aux abonnés absents. Elio Di Rupo le regrette et l'explique par la « complexité et les exigences de la politique ». L'actuel président du parti socialiste rappelle que si on souligne souvent la présence des « fils de politique », on parle très peu des « fils d'ouvriers ». « C'est mon cas, celui d'Ahmed Laaouej et de Julie Fernandez Fernandez. Je peux vous assurer qu'on sait ce que c'est d'avoir connu la misère. Cela explique, en partie, notre attachement si fort à la protection sociale. »

Si la démocratie a progressé d'un bond il y a cent ans (même s'il a fallu attendre 1948 pour que les femmes puissent aussi voter) grâce aux socialistes, Elio Di Rupo constate qu'elle n'est plus très en forme. Le leader des rouges pointe trois menaces : « L'extrême droite qui veut une démocratie sans liberté individuelle. La pensée néolibérale dominante qui laisse croire qu'on ne peut pas faire autrement que ce qu'on fait actuellement. Elle donne un pouvoir disproportionné et inacceptable au monde de la finance et de l'argent. Les « fake news » enfin, qui se propagent sur les réseaux sociaux et aussi dans les médias. »

« Redynamiser » la démocratie

D'où cette nécessité de « redynamiser » la démocratie, avec autant de vigueur que ce qu'avait pu apporter le suffrage universel. « La représentativité est légitime et stable, mais elle doit être

complétée par une démocratie beaucoup plus directe », assène Di Rupo. Cela passe par le référendum d'initiative citoyenne, le fameux RIC popularisé par les gilets jaunes de France et de Belgique. Le PS était pour son application au niveau national, si le poids de chaque région était assuré de manière égale, mais la proposition de révision de l'article 36 de la Constitution qui le permettrait a été rejetée. Il faudra donc se concentrer sur le niveau régional. Les modalités seront à discuter avec les autres partis, mais pour le PS, il faudrait « au moins 10 % de la population qui signe pour que le référendum ait du sens ».

Elio Di Rupo propose aussi la création d'une constituante populaire selon « le modèle des 1.000 ». « Via le soutien des universités, on tirerait au sort des milliers de personnes pour en sortir un panel représentatif de la société. Auquel on proposerait de réfléchir à la

société de demain, aux valeurs fondamentales de notre pays. Cela permettrait d'avoir un horizon commun et donnerait du sens à un projet collectif. »

Les soins de santé, les pensions, le climat, sont des sujets tout trouvés pour ce panel. « Il pourrait aussi rédiger un préambule à la Constitution pour donner les valeurs et les grands objectifs que la société belge poursuit. »

Enfin, classique mais indémodable pour le socialiste : « une renaissance de la concertation sociale ». « À part sous le gouvernement de Charles Michel, on a toujours été très attentif dans notre pays à ce que le résultat des concertations patron-syndicat puisse être accepté et mis en œuvre par le gouvernement. C'est important, car la société belge est plurielle et complexe. La stabilité du pays en résulte aussi. »

On tirerait au sort des milliers de personnes pour en sortir un panel représentatif de la société. On lui proposerait de réfléchir à la société de demain

Elio Di Rupo, président du PS

